

# PÉTITION POUR LA LIBÉRATION DES PRISONNIER-ES DE DÉLIT DE SOLIDARITÉ .

Ce dimanche 22 avril, suite à la marche solidaire regroupant 200 personnes, dans le but de soutenir les droits de l'Homme (Article 13 DUDH<sup>1</sup>) et le droit d'asile, une dizaine de personnes ont été arbitrairement arrêtées (article 9 DUDH<sup>2</sup>) dont trois sont actuellement **en prison**.

Il s'agit de deux étudiant-es et une personne ayant un contrat de travail.

Le motif de leur détention provisoire jusqu'au procès est d'avoir participé au passage de frontière de migrant-es, en bande organisée<sup>3</sup>.

Veulent-ils que ça serve d'exemple ?

**Leurs procès aura lieu le 31 mai.**

**NOUS VOUS APPELONS À SIGNER CETTE PETITION POUR DEMANDER LEUR **LIBERATION IMMEDIATE** , LES INNOCENTER DU DELIT DE **SOLIDARITE** ET DE TOUTES LES CAUSES RETENUES CONTRE EUX SUITE À LA MARCHÉ DU DIMANCHE 22 AVRIL 2018 DE CLAVIÈRE À BRIANÇON !**

**Le retour de la pétition se fait par scan sur :**

[petition22avril@protonmail.com](mailto:petition22avril@protonmail.com).

**Il est aussi possible de la signer sur [change.org](https://www.change.org) avec le lien ci-dessous :**

[https://www.change.org/p/la-justice-lib%C3%A9ration-des-prisonniers-du-d%C3%A9lit-de-solidarit%C3%A9?](https://www.change.org/p/la-justice-lib%C3%A9ration-des-prisonniers-du-d%C3%A9lit-de-solidarit%C3%A9?recruiter=873122856&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink&utm_campaign=share_petition&utm_term=share%20petition)

[recruiter=873122856&utm\\_source=share\\_petition&utm\\_medium=copylink&utm\\_campaign=share\\_petition&utm\\_term=share%20petition](https://www.change.org/p/la-justice-lib%C3%A9ration-des-prisonniers-du-d%C3%A9lit-de-solidarit%C3%A9?recruiter=873122856&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink&utm_campaign=share_petition&utm_term=share%20petition)

---

1 DUDH=Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

Article 13 : 1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.

2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

2 Article 9 :Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

3 **L'article L. 622-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda) est ainsi rédigé :**  
Toute personne qui aura **sciemment facilité ou tenté de faciliter l'entrée ou le séjour irréguliers** d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000 Euros.

La **loi Chevènement du 11 mai 1998** renforce les sanctions lorsque les délits sont commis « en bande organisée ».









